

observe toutefois une importante différence dans la proportion du retour effectué jusqu'à présent. Ceci est essentiellement attribuable à l'état non réglé des conflits au Caucase.

1.2.3 Problèmes de démocratisation

Dans les États de l'ESE, une démocratie relative semble s'installer dans la région avec le renouvellement des élites dirigeantes de façon relativement harmonieuse. Dans les régions sous tutelle internationale – en Bosnie (novembre 2000) et au Kosovo (novembre 2001) –, les élections sont tenues sans trop d'irrégularités. Même les régimes les plus autoritaires ont vu changer leurs dirigeants pacifiquement. La Croatie et la Yougoslavie collaborent désormais (modérément) aux enquêtes du Tribunal pénal international sur l'ex-Yougoslavie et y ont commencé à y transférer des criminels présumés, même si cette « collaboration » n'est pas aisée, vu les nombreuses réticences exprimées à l'endroit de cette institution. Ces changements en Yougoslavie et en Croatie sont plus spectaculaires que ceux observés au Kosovo ou en Bosnie puisqu'il s'agit d'États souverains et que l'influence de la communauté internationale y est moindre.

Pour leur part, tous les États caucasiens sont aux prises avec des irrégularités plus ou moins massives lors de la tenue d'élections. Ainsi, selon différents rapports de commissions internationales, toutes les élections tenues en Azerbaïdjan ont été entachées d'importantes irrégularités. Par ailleurs, l'OSCE rapporte que les campagnes législatives d'octobre et novembre 1999 en Géorgie paraissaient acceptables, malgré un manque de transparence dans la loi électorale et des irrégularités.

Les États caucasiens n'ont pas permis le développement de médias indépendants, et leur population manque d'information sur les enjeux environnementaux, sociaux et politiques. Au-delà de la censure politique, cette situation cache l'émergence de nouveaux problèmes, comme celui du trafic humain¹³. Si le processus de démocratisation semble bien entamé dans les pays de l'ESE, il reste bien plus de chemin à parcourir à cet égard au Caucase.

Tous les États caucasiens souffrent d'une grande instabilité politique intérieure qui nuit tant aux relations avec les voisins qu'aux négociations dans les processus de paix. Par exemple, la situation politique arménienne est restée relativement stable jusqu'en 1998, mais les dernières élections législatives, tenues en mai 1999, ont eu pour résultat un gouvernement minoritaire. L'instabilité politique en Arménie a culminé, le 27 octobre 1999, lorsqu'un tireur a pénétré dans l'Assemblée législative, tuant le Premier ministre et d'autres personnalités politiques. Cette tuerie est survenue au moment où, pour la première fois, il semblait y avoir de réels progrès dans les négociations de paix à propos du Karabakh. Le processus de paix s'est ainsi trouvé bloqué et le gouvernement considérablement affaibli.

Pour sa part, l'Azerbaïdjan a connu, pendant sa courte indépendance, trois présidents et a vécu plusieurs coups d'État et tentatives de coups d'État. La Géorgie a, quant à elle, vécu une totale instabilité

¹³ « Joint study on trafficking in human beings published in Armenia », *OSCE: Press Release*, 14 novembre 2001, <http://www.osce.org/news/generate.php3?news_id=2143>; « Trafficking in human beings: Stability Pact Task Force steps up its efforts », *OSCE Media Advisory*, 23 avril 2001; « Trafficking in Kosovo - some case studies », *OSCE*, <http://www.osce.org/odhr/features/trafficking_kosovo_2/>.